

L'avis de l'expert

La rébellion touareg du Mali au-delà des clichés

Revendiqué par les «hommes bleus», le nord du Mali est peuplé principalement de populations subsahariennes. Une zone enclavée, longtemps négligée avant d'être favorisée par une politique de décentralisation dans les années 90. Une terre où les identités sont en conflit persistant

Avec la crise au nord du Mali, beaucoup de lecteurs ont appris que l'Azawad est le berceau des Touareg, un peuple dénigré par les gouvernements maliens depuis l'indépendance du pays en 1960. Cependant, rares sont les médias qui approfondissent la démographie du territoire de l'Azawad revendiqué par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

Il est donc nécessaire de rappeler la diversité culturelle de la boucle du Niger, les acquis de la IIIe République du Mali et de souligner les conséquences néfastes de cette crise sur les relations communautaires entre les autochtones arabo-berbères et subsahariens.

Les peuples de la boucle du Niger

Le nord du Mali est une mosaïque de peuples arabo-berbères et subsahariens où se mêlent Songhaï, Bella, Touareg, Peuls, Haoussa, [...] Arabes, Maures et Bambara. Cependant, mises à part les zones de Kidal et de Ménaka, les Touareg sont minoritaires dans le carrefour de la boucle du Niger. Pourquoi donc le MNLA revendique-t-il les villes de Tombouctou et de Gao ainsi que la zone au sud du fleuve Niger jusqu'à Douentza comme parties intégrantes de l'Azawad? Est-ce qu'il y a eu une récente colonisation du nord du Mali par des peuples non autochtones qui menaceraient l'identité touareg de cette région?

A l'exception des conquêtes marocaines sous les dynasties des Almoravides et des Saadiens, la boucle du Niger fut principalement dominée par des peuples subsahariens jusqu'à la colonisation française. Cette domination se traduit par la formation des grands empires du Ghana (IXe-XIIIe siècles), du Mali (XIIIe-XVIe), et du Songhaï (XVe-XVIIe), et plus récemment, par l'Empire peul du Macina (1818-1862). Cette population majoritaire de peuples subsahariens a côtoyé les Touareg provenant du massif montagneux de l'Adrar des Ifoghas. Tout comme les Touareg, ces peuples sont des autochtones du nord du Mali. Est-ce que leur opinion a été considérée par le MNLA? En tout cas, le choix du mot «Azawad»



André Chappatte

Anthropologue, doctorant à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de Londres

n'est pas innocent: il s'agit d'un mot d'origine tamasheq (la langue des Touareg) qui signifie littéralement «la terre de transhumance» en référence à leur tradition nomadique. Certains interpréteront les revendications territoriales du MNLA comme une résurgence du projet colonial français de l'Organisation commune des régions sahariennes (entre 1957 et 1963) car une terre de transhumance se caractérise plutôt par un mouvement circulaire dans un espace souple. Même si le MNLA se proclame protecteur des peuples de la région, Azawad signifie avant tout un espace dans lequel se lit uniquement l'identité touareg.

La décentralisation de l'Etat malien

Le nord du Mali ainsi que la majeure partie de l'arrière-pays souffrent d'une lacune en matière d'infrastructures, en comparaison avec les grands axes du sud du pays. Ce déséquilibre est dû au poids démographique du Sud, à l'importance économique de sa culture cotonnière d'exportation et à une politique post-coloniale de désenclavement du Mali par le sud avec le goudronnage des axes routiers liant Bamako aux grands ports ouest-africains.

Le délaissement économique du nord du Mali est ressenti par tous les peuples qui y habitent. Face à l'hypercentralisme de l'Etat malien, à la grogne des populations septentrionales et aux revendications touareg, le gouvernement malien a mis en œuvre une ambitieuse réforme de décentralisation dans les années 1990. Trois niveaux de collectivités territoriales ont été créés (Communes, Cercles, Régions). De nombreux services de l'Etat se sont installés dans les villes régionales et ont contribué au développement local du pays. Dès lors, de nombreuses ONG et agences gouvernementales (dont la coopération suisse) négocient une importante partie de leur aide directement avec ces collectivités décentralisées sans passer par Bamako. Avec les Régions de Tombouctou, de Gao et de Kidal, le nord du Mali a été favorisé, eu égard à sa faible démographie. En 2012, cette décentra-

lisation se vit à travers le troisième mandat de ses représentants démocratiquement élus. Malgré sa jeunesse, son implantation auprès des populations locales s'accroît. Une nouvelle réforme de cette décentralisation reflète sur la mise en place de la Région de Ménaka. Suite au Pacte national de 1992, de nombreux anciens rebelles touareg ont pu intégrer l'armée, la police et la gendarmerie et de nombreux Touareg ont depuis occupé des postes importants au sein de l'Etat malien. Malgré un résultat mitigé, la IIIe République du Mali a travaillé pour le développement du nord du Mali et l'intégration des Touareg en son sein depuis 1991.

Une paix durable est-elle possible?

Si le MNLA revendique la mosaïque culturelle de la boucle du Niger comme partie intégrante de l'Azawad, c'est surtout pour des raisons économiques. La viabilité des zones maliennes à dominance touareg serait vouée à l'échec sans son intégration à cet important carrefour économique. Aussi convient-il de respecter le principe d'autodétermination du peuple touareg avancé par le MNLA, en veillant toutefois à ce qu'il n'empiète pas sur les droits des autochtones subsahariens qui se considèrent maliens. De plus, toute revendication politique suivant ce principe n'aura qu'une faible légitimité si elle est imposée par la force. Le problème qui se pose au MNLA est que la souveraineté économiquement touareg n'a que peu de chances d'aboutir par le biais de l'indépendance des zones maliennes à dominance touareg. De plus, la réaction à long terme des Touareg de l'Algérie et du Niger face à cette revendication est crainte dans ces pays même. Par contre une autonomie locale renforcée des Touareg à travers une décentralisation plus efficace pourrait être plus crédible sur la scène locale et davantage acceptée par la Cedeao et la communauté internationale.

Le nord du Mali est une région enclavée qui ne peut se développer durablement sans une harmonisation des relations communautaires

entre les autochtones arabo-berbères et subsahariens. Au-delà de la menace «islamiste» discutée dans de nombreux médias à travers le monde, cette zone ne peut se pacifier durablement sans une prise en compte du cycle de vengeance engendré par les différentes rébellions touareg (années 1960, 1990, 2000 et 2012). Malheureusement, les débordements (pillages, viols, abus d'autorité) subis par la population locale durant ces conflits n'ont fait qu'enflammer l'identité raciale et son amalgame entre ces peuples arabo-berbères et subsahariens. Lors de la rébellion touareg de 1990-1991, de nombreux Arabes et Touareg pacifistes ont été pris pour cible par des populations noires subsahariennes alors qu'elles avaient été elles-mêmes victimes des rebelles touareg.

Ces amalgames continuent à l'heure actuelle et ont tendance à prendre de l'ampleur depuis la conquête du nord du Mali par la rébellion dite touareg. Même si l'Etat malien a souffert de problèmes de gestion et de gouvernance qui ont miné son efficacité réelle auprès des populations locales, il faut souligner que les mariages entre les autochtones noirs subsahariens et touareg demeurent limités et qu'une partie de l'élite touareg n'a jamais accepté d'être citoyenne d'un pays à majorité noire.

Le cycle conflictuel affectant le nord du Mali ne puise pas ses sources dans des enjeux «islamistes» contemporains. Il ne s'arrêtera pas sans une prise en compte de ses ramifications raciales auprès des populations locales qui sont malheureusement toujours les premières victimes des intrigues politiques mais aussi les principaux garants de toute paix durable. Cette rébellion ne signifie pas que les relations communautaires aient empiré au nord du Mali. L'OTAN a sous-estimé (voire complètement négligé) les conséquences de son intervention en Libye sur une région ouest-africaine où le régime de Mouammar Kadhafi avait accueilli, employé, financé et soutenu militairement de nombreux groupuscules obscurs.

Incidences

C'est Shakespeare qu'on assassine...



François Nordmann

«Jamais aucune langue n'a été autant parlée par tant de personnes dans autant d'endroits»: un milliard et demi de personnes utilisent l'anglais sur les cinq continents. Pour 375 millions d'entre eux, c'est la première langue et, pour 375 millions d'autres, la seconde. Aux Etats-Unis, en Inde, en Grande-Bretagne, dans nombre de pays du Commonwealth, c'est la langue officielle. C'est la langue universelle de la communication scientifique, du monde des affaires, du sport, des transports maritimes et aériens. C'est la langue internationale par excellence. Un tiers des Européens l'utilisent quotidiennement, un quart des Suisses la possèdent. Le mandarin est techniquement la première langue parlée dans le monde, mais dans une zone plus limitée géographiquement.

Véhicule de culture et de valeurs libérales, l'anglais subit un sort curieux: ceux qui l'ont appris ou sont en voie de l'étudier (et sont de plus en plus nombreux) dépassent le nombre des locuteurs de langue maternelle anglaise! Ils sont donc en mesure d'en influencer l'évolution, au détriment parois du génie propre de la langue. Le temps où l'expansion de l'anglais était perçue comme une manifestation d'impérialisme linguistique est révolu depuis belle lurette.

Le rappel de ces faits permet de recentrer le débat autour de la station de radio World Radio Switzerland. La SSR a-t-elle raison d'envisager de lui retirer la qualité de radio du service public, que le Conseil fédéral lui a conférée en 2007? Pourquoi maintenant? Est-ce l'effet du reflux de la vague d'ouverture qui caractérisait notre pays voici une

dizaine d'années? Un signe supplémentaire de repli sur soi? Un geste symbolique de rejet d'une langue qui nous relie davantage au monde, et qui constitue la troisième langue parlée en Suisse, même sans disposer du label à l'arbalète?

Le service public est défini par le Conseil fédéral comme une prestation de base, de qualité, dont l'accès est garanti, selon des conditions politiques, à toutes les catégories de la population, à un prix abordable, dans toutes les régions et selon des principes identiques.

L'audience de WRS n'est pas limitée au bassin lémanique. En fait, il y a plus d'auditeurs en Suisse alémanique, grâce à la radio numérique DAB, qu'il n'y en a en Suisse romande. Et il conviendrait d'améliorer l'offre de WRS sur FM dans le pays. La station, al-

Sortir World Radio Switzerland du service public, c'est la condamner. Ce serait irresponsable au vu de la place de l'anglais dans le monde et en Suisse

lant bien au-delà des termes de sa concession, s'adresse à la fois à un public international - anglophones établis ou en séjour en Suisse - et à des Suisses pratiquant la langue de Shakespeare pour leurs études, leur travail ou leurs loisirs. Elle offre des programmes permettant de mieux comprendre les rouages de la vie politique, culturelle et sociale suisse et des débats et informations provenant du monde anglophone, d'intérêt plus général. Les acteurs de la Genève internationale, les dirigeants des multinationales et la communauté anglophone de Genève ne sont donc pas le seul public touché par WRS. Berne, Bâle, Zurich, Saint-Gall sont aussi à son écoute et devraient le faire savoir. Zurich, qui privilégie l'anglais au français à l'école...

La station a son style; certains mettent en cause sa programmation, l'intérêt de ses émissions, le genre de musique qu'elle diffuse, la reprise de débats et de bulletins d'information des radios publiques canadiennes, américaines ou britanniques. D'autres au contraire y voient une chance, celle de pouvoir ainsi se greffer sur des news et des commentaires de valeur universelle.

Qu'en est-il aussi de l'aspect pédagogique que mettent en avant des enseignants qui recourent à WRS pour favoriser l'apprentissage vivant de la langue?

La SSR est tenue de veiller à la qualité des programmes. Elle est légitimée à intervenir à cet égard. Mais encore faut-il éviter de jeter le bébé avec l'eau du bain (proverbe anglais) et ne pas confondre le contrôle de qualité avec l'abandon de la mission de service public.

Il est vain de penser que le secteur privé pourrait se substituer à la SSR si cette dernière se retirait. Sortir WRS du service public, c'est la condamner. Ce serait irresponsable au vu de la place de l'anglais dans le monde et en Suisse, de la part d'influence à laquelle nous renoncerais volontairement et de la perte d'une source d'information et de culture, sans parler de la fenêtre qui est également ouverte sur la vie politique, sociale, culturelle de la Suisse. Même si le conseil d'administration de la SSR veillait scrupuleusement à assurer l'avenir de la station sans plus l'assumer lui-même, il lui ferait perdre de la substance et de la saveur. Qu'il la réforme s'il le juge nécessaire, oui, mais sans décider d'emblée de la supprimer.

Récemment, le Conseil fédéral a annoncé faire sa priorité de nos relations avec les pays voisins, auxquels il a ajouté expressément la Grande-Bretagne. Cette extension géographique fait ainsi justice à une parenté historique - combien de fois dans le passé l'Angleterre n'a-t-elle pas appuyé la Confédération contre les menées de tel ou tel voisin plus proche? Le moment est vraiment mal choisi pour nous couper démonstrativement du Royaume-Uni et des «peuples de langue anglaise» chers à Churchill.

Lectures

Jean-Jacques Rousseau pour penser le XXIe siècle

Penser la République, la guerre et la paix. Sur les traces de Jean-Jacques Rousseau

Gabriel Galice et Christophe Miqueu Slatkine, 200 p.



Jean-Jacques Rousseau, penseur de la paix et de la démocratie pour le XXIe siècle? C'est la piste audacieuse empruntée par les deux auteurs de ce livre, Gabriel Galice, vice-président de l'Institut international de recherches pour la paix (Gipri) à Genève, et Christophe Miqueu, chercheur en philosophie politique à Bordeaux. Cet ouvrage constitue le prélude à un colloque public qui se tiendra tout prochainement à Genève dans le cadre du tricentenaire organisé par la Ville*, et qui accueillera, outre des spécialistes comme le professeur genevois Martin Rueff, des personnalités politiques telles qu'Yvette Jaggi, Gilles Petitpierre et l'ancien ministre français Jean-Pierre Chevènement. Il est aussi prévu de publier les actes du colloque en 2013.

Penser la République, la guerre et la paix se dit destiné à tous les citoyens préoccupés du bien commun. Il explore, au moyen de chemins de traverse - les chapitres peuvent se lire indépendamment les uns des autres - des aspects peu connus de la pensée politique

de Jean-Jacques Rousseau. Par leur lecture de textes tels que les *Principes du droit de la guerre*. *Ecrits sur la paix perpétuelle* (inachevé et inédit), les auteurs estiment que le philosophe genevois est l'héritier direct du grand théoricien de la paix européenne au XVIIIe siècle, l'abbé de Saint-Pierre, de même qu'il préfigure son quasi contemporain Emmanuel Kant.

Comment Rousseau voit-il la guerre? Elle est, dit-il, une atteinte au corps social, et vise à détruire ses fondements. Une analyse essentielle et peu banale à une époque où la guerre est vue souvent comme une simple fatalité. Fort de cette perspective, Rousseau se fait aussi précurseur du droit humanitaire: à ses yeux, un soldat, au moment même où il dépose son arme, devient un prisonnier de guerre et ne peut être blessé ou tué.

Gabriel Galice et Christophe Miqueu ne se contentent pas de situer Rousseau dans l'histoire des idées, mais convoquent sa pensée paradoxale et vagabonde dans les méandres de notre XXIe siècle compliqué: la gouvernance européenne et mondiale, la démocratie, le pouvoir du capitalisme, les inégalités, la guerre et la paix. Non qu'on puisse en tirer un programme politique précis, au contraire: la force de ses écrits réside dans le fait qu'elle «nous confronte à nos incohérences, à commencer par celle entre aspiration à la liberté et tentation de la soumission». Emmanuel Gehrig

*«Rousseau, la République, la paix», à la villa Sarasin, Grand-Saconnex, du 27 au 29 avril 2012. Programme: www.gipri.ch/rousseau2012. Entrée libre.